



# LE VIRUS DE L'ENDETTEMENT

AGEFI - 07.01.2022

## AU SEIN D'UN ETAT VIEILLISSANT, IL IMPORTE DE TENDRE AU DÉSENDETTEMENT AINSI QU'AUX POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES CIRCONSCRITES.

En matière de finances publiques, l'approche classique – fondée sur l'équilibre budgétaire annuel – postule que l'emprunt doit demeurer extraordinaire. La tradition keynésienne accorde pour sa part une place centrale à l'endettement, étant entendu que l'équilibre budgétaire se fait alors cyclique. Aux tenants de l'orthodoxie financière qui estiment que les principes de solvabilité s'appliquent à l'ensemble des acteurs économiques, d'aucuns objectent que les maximes traditionnelles sont en partie inopérantes s'agissant des Etats, ces derniers pouvant en théorie largement s'endetter sans disparaître.

L'importance économique des engagements pris par l'administration est usuellement exprimée en pourcentage du PIB. Or, en matière de niveau d'endettement, la Confédération fait figure depuis quelques années d'élève modèle sur le plan des critères de Maastricht. Cette bonne santé budgétaire a été rendue possible par l'introduction en 2003 du frein à l'endettement. Cela étant, la crise du coronavirus a changé la donne puisque l'Etat a dû soutenir les branches économiques frappées par les restrictions sanitaires. Il en a inévitablement résulté un accroissement notable du niveau d'endettement, ce qui a d'ailleurs poussé le Conseil fédéral à mettre en consultation des propositions pour réduire la dette.

La situation helvétique ravive l'éternelle opposition entre rigueur et relâchement budgétaire, qui se traduit par une acception différente du frein à l'endettement. Consciente que la dette est une obligation tant juridique que morale, l'approche libérale ne la cautionne qu'avec frilosité, ce d'autant que les crises économiques naissent généralement lorsque des acteurs importants sont incapables de faire face à leurs dettes. Certains économistes estiment quant à eux qu'il faut profiter du faible coût actuel de l'argent pour soutenir massivement les secteurs affectés par la crise et éviter ainsi une récession.

On relèvera que le niveau d'endettement public suisse reste effectivement faible en comparaison internationale et que les taux d'intérêts négatifs offrent des conditions rêvées de financement pour les collectivités publiques. Cependant, la soutenabilité s'apprécie dans la durée, raison pour laquelle on ne saurait se laisser aveugler par une charge de la dette en diminution, surtout dans un contexte inflationniste. Au sein d'un Etat vieillissant, il importe de tendre au désendettement ainsi qu'aux politiques macroéconomiques circonscrites. Seule une dette comprise comme telle déploie un effet réellement disciplinant et permet de rationaliser l'action politique, y compris en matière de mesures de lutte contre le coronavirus.